



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration – Soixante-treizième session**

Rome, 12-13 septembre 2001

**RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT**

**Ressources disponibles pour engagement**

1. Les annexes I et II ont pour objet de renseigner le Conseil d'administration sur les ressources engageables au titre du Programme ordinaire du FIDA au 30 juin 2001.
2. Il apparaît à l'annexe I que les ressources nettes disponibles pour engagement s'élevaient à 3,6 millions de USD au 30 juin 2001, aux taux de change de cette date. Si la cinquième reconstitution avait pris effet à cette date, il en serait résulté une augmentation des ressources de quelque 23,3 millions de USD.
3. L'annexe II donne l'état détaillé au 30 juin 2001 des contributions d'États membres spécifiquement exclues des ressources engageables.
4. L'annexe III détaille les montants des prêts et des dons approuvés par le Conseil d'administration à sa soixante-douzième session en avril 2001.
5. L'annexe IV détaille les montants des prêts et des dons soumis à la présente session du Conseil d'administration, qui s'élèvent à approximativement 114,3 millions de DTS. Aux taux de change du 30 juin 2001, ces prêts et ces dons se chiffrent à quelque 142,4 millions de USD.
6. Étant donné que les ressources disponibles pour engagement au 30 juin 2001 ne sont pas suffisantes pour couvrir le montant prévu des prêts et des dons qui doivent être approuvés à la présente session du Conseil d'administration, on compte recourir au pouvoir d'engagement anticipé (PEA), comme prévu au paragraphe III.17 de la résolution 119/XXIV du Conseil des gouverneurs. La recommandation pertinente figure au paragraphe 11 ci-après.

## **Pouvoir d'engagement anticipé**

7. À sa vingtième session tenue en février 1997, le Conseil des gouverneurs a autorisé le recours au PEA dont le principal objet est de compenser au moment de l'approbation de prêts et de dons les déficits de ressources engageables qui peuvent apparaître au cours d'une année du fait de retards dans le versement des contributions, de la volatilité du produit des placements et/ou de retard dans les paiements et remboursements au titre de prêts octroyés par le Fonds.

8. En vertu de la résolution 119/XXIV relative à la cinquième reconstitution des ressources adoptée le 31 juillet 2000, le PEA a été prorogé pour une durée d'un an à la fin de la période de la cinquième reconstitution, c'est-à-dire jusqu'au 19 février 2005. Il appartient au Conseil d'administration d'établir le niveau cumulatif des ressources disponibles au titre du PEA. Des informations supplémentaires concernant le PEA sont présentées dans le document EB 2001/73/INF.3.

9. L'état des ressources disponibles pour engagement établi au 31 mars 2001 et présenté à la soixante-douzième session du Conseil d'administration se chiffrait à 15,0 millions de USD tandis que les propositions de prêts et de dons soumises pour approbation représentaient environ 84,6 millions de USD. Afin de pouvoir approuver tous les prêts et dons ainsi proposés, le Conseil d'administration a approuvé le recours au PEA à hauteur de 70,0 millions de USD. C'était la première fois depuis la création du FIDA que le recours au PEA était autorisé.

10. Ainsi qu'il ressort de l'annexe V, les rentrées de fonds enregistrées entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 juin 2001 sont suffisantes pour compenser intégralement le montant (69,6 millions de USD) utilisé au titre du PEA afin d'approuver les propositions de prêts et de dons soumises à la soixante-douzième session du Conseil d'administration. Une mise à jour de ce document sera communiquée aux États membres, à la soixante-treizième session, qui indiquera le niveau estimatif du recours au PEA nécessaire pour approuver le programme de travail proposé, sur la base de la situation des ressources calculée à une date précédant de peu la session du Conseil d'administration. Les chiffres figurant dans la recommandation seront actualisés en conséquence.

## **Recommandation**

11. Compte tenu de l'état des ressources au 30 juin 2001, le Conseil d'administration est invité à approuver le recours au PEA, comme suit:

“Le Conseil d'administration, conformément au paragraphe III.17 de la résolution 119/XXIV adoptée par le Conseil des gouverneurs, et constatant un déficit de ressources actuellement estimé à 138,8 millions de USD, du fait que les ressources disponibles pour engagement se chiffrent à 3,6 millions de USD et les prêts et dons soumis pour approbation à 142,4 millions de USD, approuve le recours au PEA jusqu'à hauteur de 138,8 millions de USD et autorise en conséquence le Président à conclure les accords correspondant aux prêts et aux dons approuvés par le Conseil d'administration à sa soixante-treizième session en septembre 2001, en le priant de faire rapport au Conseil d'administration à sa prochaine session et aux sessions suivantes sur le recours au PEA et sur les ressources disponibles pour engagement.”



## **Projections relatives aux ressources**

12. Ainsi qu'il est indiqué plus haut, le Conseil d'administration est invité à approuver à sa soixante-treizième session le recours au PEA. La direction escompte qu'à la fin de l'année 2001, les rentrées de fonds auront atteint un niveau suffisant pour couvrir les engagements pris à cette date au titre du PEA. Ces rentrées peuvent provenir d'une ou de plusieurs des sources suivantes:

- i) remboursements de prêts (base de ressources qui s'est révélée très régulière dans le passé);
- ii) contributions (en postulant principalement que la cinquième reconstitution prendra effet d'ici la fin de l'année);
- iii) produit des placements (selon la conjoncture du marché).

ANNEXE I

**ÉTAT DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT**  
**au 30 juin 2001**  
**(milliers de USD)**

<b>Avoirs en monnaies librement convertibles</b>		
Espèces	33 378	
Placements	1 938 169	
Billets à ordre – États membres	369 615	
Contribution anticipée de la Norvège à la cinquième reconstitution	5 204	
Autres sommes à recevoir	<u>77 537</u>	<b><u>2 423 903</u></b>
<b>À déduire</b>		
Sommes à payer et obligations échues		145 691
Réserve générale		95 000
Prêts entrés en vigueur non décaissés	1 511 289	
Prêts approuvés, signés mais non encore entrés en vigueur	315 523	
Dons non décaissés	<u>55 372</u>	1 882 184
Billets à ordre spécifiquement exclus des ressources disponibles (voir annexe II)		<u>112 355</u>
		<b><u>2 235 230</u></b>
<b>Ressources disponibles pour engagement</b>		<b>188 673</b>
<b>À déduire</b>		
Prêts non encore signés		176 571
Dons non encore signés		<u>8 467</u>
<b>Ressources nettes disponibles pour engagement avant recours au PEA</b>		<b><u>3 635</u></b>
Engagements au titre de prêts et de dons approuvés dans le cadre du PEA à la session du Conseil d'administration d'avril 2001	69 600	
À déduire: engagements PEA couverts par les rentrées de fonds de la période 31 mars 2001-30 juin 2001	<u>69 600</u>	
<b>Solde net PEA au 30 juin 2001</b>		<b><u>0</u></b>
<b>Ressources nettes disponibles pour engagement</b>		<b><u>3 635</u></b>

ANNEXE II

**RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT AU TITRE DU  
 PROGRAMME ORDINAIRE DU FIDA  
 AU 30 JUIN 2001**

**Montants spécifiquement exclus  
 (en milliers de USD)**

**FIDA**

**Tirages sur des billets à ordre au titre des  
 contributions initiales qui n'ont pas été réglés**

Iran	29 358	
Iraq	<u>13 717</u>	
		43 075

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la  
 première reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Iraq	31 099	
Qatar	<u>10 271</u>	
		41 370

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la  
 deuxième reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Qatar	5 000	
Mauritanie	<u>2</u>	
		5 002

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la  
 troisième reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Corée, R.P.D.	600	
Jamahiriya arabe libyenne	16 900	
Mauritanie	25	
Nigéria	<u>6 273</u>	
		22 898

**Programme spécial pour les pays de  
 l'Afrique subsaharienne touchés par la  
 sécheresse et la désertification**

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la  
 première phase qui n'ont pas été réglés**

Mauritanie		<u>10</u>
------------	--	-----------

<b>Total des montants spécifiquement exclus</b>	<b><u>112 355</u></b>
---	-----------------------

**ANNEXE III**

**PRÊTS ET DONS APPROUVÉS À LA SOIXANTE-DOUZIÈME SESSION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN AVRIL 2001**

<b>PRÊTS</b>				
<b>Pays</b>	<b>Date d'approbation par le Conseil d'administration</b>	<b>N° du prêt</b>	<b>Titre du projet/programme</b>	<b>Équivalent en DTS</b>
Arménie	26 04 2001	561-AM	Projet de services agricoles	12 350 000
Bosnie-Herzégovine	26 04 2001	562-BA	Projet relatif à l'élevage et au financement rural	9 550 000
Grenade	26 04 2001	559-GD	Projet de promotion des entreprises rurales	3 250 000
Honduras	26 04 2001	560-HN	Programme national de développement local (PRONADEL)	15 500 000
Pakistan	26 04 2001	558-PK	Projet de mise en valeur des zones barani dans la province frontière du nord-ouest	11 150 000
Sao Tomé-et-Principe	26 04 2001	557-ST	Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale	7 950 000
<b>Sous-total</b>				<b>59 750 000</b>
<b>DONS</b>				
<b>Institution/Pays</b>	<b>Titre du don</b>	<b>N° du DAT</b>	<b>Équivalent en DTS</b>	
CARUTA	Unité régionale d'assistance technique pour les Caraïbes	537-CARUTA	597 311	
Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM)	Programme de recherche-action sur la définition et l'expérimentation de méthodes pour l'introduction efficace de la gestion participative de l'irrigation (GPI)	536-CIHEAM	1 269 187	
Centre international d'aménagement des ressources bioaquatiques (ICLARM)	Programme de gestion communautaire des pêches en Asie du Sud et du Sud-Est	531-ICLARM	515 607	
Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF)	Programme de mise au point de mécanismes pour rémunérer les populations pauvres des hautes terres d'Asie en échange des services environnementaux qu'elles fournissent	534-ICRAF	1 110 538	
Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT)	Amélioration participative des légumineuses dans les zones de cultures pluviales d'Asie	532-ICRISAT	1 031 214	
Centre international pour le développement des engrais (IFDC)	Mise au point des stratégies de gestion intégrée et durable de la fertilité des sols dans les petites exploitations d'Afrique subsaharienne	535-IFDC	1 138 302	
Institut international des ressources phytogénétiques (IPGRI)	Accroître la contribution des espèces négligées et sous-exploitées à la sécurité alimentaire et au revenu des communautés rurales pauvres	533-IPGRI	1 118 471	
Unité régionale d'assistance technique (RUTA)	Programme d'appui aux services financiers ruraux (SERFIRURAL) au Belize, au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua et au Panama	538-RUTA	594 931	
<b>Sous-total</b>				<b>7 375 561</b>
<b>Total</b>				<b>67 125 561</b>

Le montant total des prêts et dons approuvés représente approximativement 84,6 millions de USD, aux taux de change du 31 mars 2001.

**ANNEXE IV**

**PROPOSITIONS DE PRÊTS ET DE DONS SOUMIS À L'APPROBATION DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION À SA SOIXANTE-TREIZIÈME SESSION**

<b>PRÊTS PROPOSÉS</b>			
<b>Pays</b>	<b>Titre</b>	<b>USD</b>	<b>Équivalent en DTS <sup>1</sup></b>
Bangladesh	Projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj	21 861 157	17 550 000
Inde	Projet visant à assurer les moyens de subsistance des ménages ruraux touchés par le séisme dans l'État du Gujarat	15 000 000	12 041 906
Liban	Programme de financement rural coopératif	12 767 912	10 250 000
Malawi	Programme d'appui aux activités de subsistance des ruraux	13 500 000	10 837 715
Mauritanie	Projet de réduction de la pauvreté dans l'Aftout-sud et le Karakoro	11 300 000	9 071 569
Mozambique	Projet de pêche artisanale dans la zone du banc de Sofala	18 000 000	14 450 287
Nigéria	Programme de développement agricole et rural à assise communautaire	29 900 000	24 003 532
Swaziland	Projet d'irrigation à l'intention des petits exploitants du bassin inférieur de l'Usuthu – Phase I	15 000 000	12 041 906
<b>Sous-total</b>		<b>137 329 069</b>	<b>110 246 915</b>
<b>DONS PROPOSÉS</b>			
<b>Institution</b>	<b>Titre</b>	<b>USD</b>	<b>Équivalent en DTS</b>
Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA)	Programme visant à favoriser l'adoption de technologies peu coûteuses applicables au blé dur	1 100 000	883 073
Institut international de recherche sur le bétail (ILRI)/Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE)	Programme visant à renforcer la diffusion des nouvelles techniques de lutte contre la mouche tsé-tsé afin d'améliorer la santé et la productivité du bétail dans les communautés autochtones de petits éleveurs d'Afrique subsaharienne	1 300 000	1 043 632
Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté	Renforcer la capacité des ruraux pauvres à accéder durablement aux biens de production	500 000	401 397
Alliance du Sud pour les ressources indigènes	Programme visant à promouvoir l'utilisation durable et la commercialisation des produits naturels avec l'aide de l'Association de commercialisation des produits naturels de l'Afrique australe (SANProTA)	1 000 000	802 794
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	Plate-forme (Hub) de développement rural de l'Afrique occidentale et centrale – outil pour améliorer la sécurité alimentaire et lutter contre la pauvreté rurale	1 200 000	963 352
<b>Sous-total</b>		<b>5 100 000</b>	<b>4 094 248</b>
<b>Total</b>		<b>142 429 069</b>	<b>114 341 163</b>

<sup>1</sup> Au taux de change USD/DTS du 30 juin 2001, soit 1,24565.

ANNEXE V

**ENGAGEMENTS ET UTILISATION DE RESSOURCES AU TITRE DU POUVOIR  
D'ENGAGEMENT ANTICIPÉ**

	<b>Montant (millions de USD)</b>
Montant actuellement approuvé et utilisé dans le cadre du PEA*	70
Montant du PEA couvert par les rentrées de fonds de la période 1 <sup>er</sup> avril-30 juin 2001	(70)
Montant nécessaire au titre du PEA au 30 juin 2001	139

	<b>Milliers de USD</b>	
	<b>31 mars 2001</b>	<b>30 juin 2001</b>
Ressources nettes disponibles	15 000	3 635
Rentrées de fonds utilisées pour couvrir le recours au PEA	0	0
<b>Total</b>	<b>15 000</b>	<b>3 635</b>
Prêts et dons proposés	(84 600)	(142 600)
Excédent/déficit de ressources	(69 600)	(138 965)
Recours au PEA	69 600	138 965
<b>Solde</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\* Montant approuvé dans le document EB 2001/72/R.14/Add.1/Rev.1